



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Cycles de l'eau - Mode de gestion du service public de l'assainissement - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence assainissement collectif dans le cadre de trois contrats de Délégation de Service Public (DSP) :

- l'exploitation de la station d'épuration de MAERA qui traite les effluents de 19 communes (14 de la Métropole et 5 autres communes du bassin versant), dont le contrat de DSP est confié à VEOLIA EAU ;
- l'exploitation du réseau de collecte des eaux usées du bassin versant de la station d'épuration MAERA, déléguée à la société VEOLIA Eau
- l'exploitation du réseau des secteurs Est et Ouest, raccordé à 12 stations d'épuration, déléguée à la société AQUALTER.

Ces 3 délégations de service public ont pris effet au 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 7 ans.

Dans la perspective de l'échéance des contrats de délégation en vigueur du service public de l'assainissement collectif au 31 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole s'est interrogée sur le futur mode de gestion de son service public de l'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2022. Deux avenants de prolongation des contrats de DSP ont porté cette échéance au 31 décembre 2022, laissant le laps de temps nécessaire pour la transition technique et juridique vers un éventuel nouveau mode de gestion.

Dans ce cadre, la Métropole a engagé en 2020 une réflexion sur le mode de gestion du service de l'assainissement collectif. La Métropole souhaite que cette réflexion globale (technique, financière, organisationnelle...) aboutisse à la mise en place, dans un contexte budgétaire contraint, d'une organisation cohérente et efficiente des services rendus.

Cinq scénarios ont été étudiés et comparés initialement, allant de la régie à autonomie financière et personnalité morale, à la délégation du service d'assainissement comme actuellement jusqu'à un scénario d'une Société d'Economie Mixte à Opération Unique (SEMOP). Sur cette base, trois scénarios se sont dégagés et ont été étudiés de façon plus poussée, comme présenté au Conseil de Métropole du 17 décembre 2020 :

- la création d'une Régie unique eau potable et assainissement collectif à personnalité morale et autonomie financière ;
- une solution mixte intégrant une partie du service en Régie et une autre partie en DSP ;
- la création d'une SEMOP.

Suite à la présentation de ces éléments, par délibération du 17 décembre 2020, le Conseil de Métropole a décidé d'engager une étude des conséquences économiques, techniques, financières et démocratiques d'une régie unique de l'eau potable et de l'assainissement collectif.

L'étude menée suite à cette délibération a consisté à l'analyse et la comparaison des forces et faiblesses des trois scénarios cités ci-dessus sur la base des enjeux de l'assainissement sur les prochaines années, complétées par l'étude de 4 sous-scénarios de Régie qui prévoient l'extension des compétences de la régie d'eau potable actuelle aux missions suivantes :

- Sous scénario 1 : extension à la gestion des abonnés de l'assainissement mais maintien du service par un marché de délégation de service géré par la Métropole ;
- Sous scénario 2 : extension à la gestion des abonnés de l'assainissement et à la gestion du service de l'assainissement sur les communes de l'est et l'ouest du territoire mais maintien de la gestion du service de l'ensemble du bassin de MAERA à la Métropole ;
- Sous scénario 3 : extension à l'ensemble du service de l'assainissement mais en ayant recours à une exploitation externalisée via des marchés de prestations de services sur les 5 premières années à minima ;
- Sous scénario 4 : extension à l'ensemble du service de l'assainissement avec internalisation de l'exploitation.

Cette étude a pris en compte les 6 principaux enjeux du service de l'assainissement qui sont :

- sécuriser le financement des investissements tout en maîtrisant le prix de l'assainissement et en mettant en œuvre une tarification sociale ;
- améliorer et renforcer la gestion patrimoniale : mieux connaître, mieux cibler les investissements, en augmentant le taux de renouvellement des réseaux, et en assurant une meilleure police de réseaux (contrôle des branchements) ;
- mieux appréhender les impacts des systèmes d'assainissement sur les milieux naturels du territoire métropolitain à travers la mise en place d'outils d'analyse globale ;
- garantir la cohérence de la gouvernance avec les autres politiques publiques : petit cycle de l'eau (urbanisme/pluvial/voirie) et grand cycle de l'eau (GEMAPI et pluvial) ;
- garantir la transparence de la gestion du service (juste prix, relation aux usagers) ;
- favoriser la transition écologique et énergétique (économie d'eau, préservation des ressources, réutilisation des eaux usées, production biogaz, électricité, chaleur ...).

Les critères de comparaison retenus en lien avec ces enjeux sont les suivants :

- le niveau démocratique de la gouvernance de ce service et la relation aux usagers ;
- la cohérence et lisibilité de la gestion du petit cycle de l'eau ;
- la capacité à gérer le lien entre eaux usées et eaux pluviales ;
- la capacité à gérer la transition écologique ;
- la capacité d'innovation ;
- l'impact sur le personnel public et le personnel privé ;
- la transparence de la gestion ;
- la capacité à porter une politique cohérente de gestion patrimoniale des réseaux et une politique d'économie d'eau ;
- les risques techniques et financiers ;
- l'impact d'un changement de mode de gestion.

Il convient de préciser que quel que soit le choix du sous-scénario de régie envisagé, les invariants sont les suivants :

- La station MAERA est gérée par des sociétés privées via un Marché Global de Performance (MGP) ;
- Les DSP collecte et traitement MAERA sont prolongées jusqu'au 31/12/2022 ;
- La DSP Est/Ouest prend fin le 31/12/2021 ;
- Le principe de la Régie d'eau potable et d'eau brute sous forme d'EPIC n'est pas remis en cause ;
- Le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) reste en Régie.

L'analyse financière de ces scénarios a permis de démontrer que les écarts de prix entre chacun sont peu significatifs, compris entre plus et moins 0,03 €/m³. Pour chacun des scénarios, les coûts d'exploitation sont similaires aux coûts actuels. Il n'y a pas de baisse possible de tarif quel que soit le choix de mode de gestion : en effet le choix d'une Régie n'apporte aucun gain possible en termes de baisse du prix de l'assainissement sans revoir à la baisse la part des investissements.

Les comparatifs réalisés amènent les éléments suivants :

En matière de gouvernance du petit cycle de l'eau, le scénario SEMOP conduit à la création d'une 3^{ème} assemblée composée d'élus et de privés pour gérer l'assainissement aux côtés du Conseil de Métropole et du conseil d'administration de la Régie. La politique du petit cycle est alors portée par 3 structures, ce qui risque de rendre la lisibilité et la cohérence des actions plus aléatoire. Dans le scénario DSP, il s'agit d'un duo entre Métropole et Régie, tel que cela se passe aujourd'hui. Seul le scénario Régie permet une gouvernance unique du petit cycle de l'eau au sein de la seule Régie qui rassemblerait la gestion des investissements et de l'exploitation de l'eau potable et de l'assainissement dans une structure unique.

En matière de représentation démocratique, le scénario Régie permet par le biais du conseil d'administration de l'EPIC une représentation des membres du Conseil de Métropole, des usagers, de la société civile et du personnel, qui sont ainsi directement impliqués dans la gestion de la politique de l'eau. Sur cet aspect, le scénario DSP peut prévoir des membres représentants de la société civile et des usagers s'il y a société dédiée créé, mais ne permet pas une représentation des communes. Dans une SEMOP, le conseil d'administration peut prévoir des membres représentants de la société civile et des usagers et une représentation des communes par le biais des élus y siégeant.

Enfin, le scénario Régie permet **une transparence de gestion** pour la Métropole. A l'inverse, le scénario DSP, dans la mesure où la collectivité n'est pas partie prenante dans la société, présente un déficit de transparence. Seul le scénario SEMOP permet de limiter le déficit de transparence/gouvernance pour la Métropole.

Sur la base des critères de comparaison cités ci-dessus, **le scénario d'une régie unique sous forme d'EPIC apparaît le plus pertinent face à des scénarios DSP ou SEMOP** compte tenu des enjeux à venir : il garantit un mode de gestion plus démocratique, écologique, solidaire, efficace et simple financièrement et permet de s'inscrire dans une perspective de gestion cohérente et intégrée du petit cycle de l'eau voire du grand cycle de l'eau.

Dans le cadre des sous-scénarios de Régie, c'est celui proposant une régie d'assainissement complète avec exploitation externalisée qui apparaît le plus pertinent à court terme, car il permet de bénéficier encore des apports des sociétés privées sur les premières années en matière d'exploitation, le temps que la Régie puisse développer ses compétences et son organisation.

Cela limite les risques techniques liés à l'exploitation des ouvrages tout en ne mettant pas en péril les plannings des investissements en cours, notamment les projets de modernisation de MAERA et la construction de la station d'eau potable de VALEDEAU.

De plus, les études ont permis d'établir que les circonstances actuelles du service étaient favorables au passage en régie :

- de par l'existence d'une régie d'eau potable qui a fait ses preuves et qui a développé des outils et compétences importants, notamment en matière de facturation à l'usager et de service client et qui a la maîtrise du fichier abonnés sur une grande partie du territoire ;
- le prix de l'assainissement est unifié depuis 2005 sur tout le territoire : cela favorise un équilibre des comptes en investissement / fonctionnement entre communes rurales et urbaines ;
- le service dispose d'une bonne capacité d'investissement avec un faible taux d'endettement ;
- le service est aujourd'hui porté uniquement par 3 contrats de DSP et 2 délégataires : pour mémoire, en 2002, le service comptait 8 communes en Régie, 18 contrats et 4 délégataires, et autant de tarifs différents que de communes ;
- la modernisation et la gestion de la station MAERA, l'ouvrage le plus complexe, sont en cours d'attribution dans le cadre d'un MGP, permettant d'assurer une exploitation par un prestataire privé qui peut aussi bien être contrôlé par la Métropole que l'EPIC ;
- enfin le rôle des délégataires a été réduit ces dernières années à la simple exploitation des ouvrages (pas d'investissement), ce qui facilite le changement de gestion.

Ce choix permet de répondre aux grands enjeux du service public de l'eau et de l'assainissement :

- **la régie, garantie de transparence et de maîtrise du prix de l'eau**

L'ambition est d'encourager, via une structure tarifaire adaptée qui prend en compte les publics les plus fragiles, une consommation maîtrisée vers les usages essentiels. Les revenus de la facture d'eau seront investis au bénéfice de la qualité et de la performance du service, avec un prix complètement maîtrisé par une connaissance exhaustive des coûts.

- **la régie, pour une gestion du service de proximité**

Il s'agit de centraliser les relations avec ses abonnés autour des questions liées à l'eau potable et à l'assainissement. En créant un point d'accueil unique et un service client complet en ligne, la régie place l'usager au cœur de son organisation.

- **la régie, pour une gestion durable de la ressource**

La régie permet de développer une politique de protection de la ressource sur du temps long, intégrant l'évolution des besoins métropolitains face aux enjeux du changement climatique ou l'évolution de la population.

- **la régie, acteur au service des politiques territoriales métropolitaines**

Le service public de l'eau, géré en régie, contribue aux enjeux majeurs du territoire : changement climatique, préservation de la ressource, biodiversité ou encore transition énergétique.

La finalisation des études permettra de définir les statuts de la régie, sa gouvernance, les moyens nécessaires à son déploiement et les coûts associés. Avant la fin de l'année 2021, les organismes paritaires et la Commission Consultative des Services Publics Locaux seront saisis pour avis sur la base de ces éléments, préalablement à la délibération du Conseil de Métropole fixant les conditions de création de la régie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la gestion en régie du service public de l'assainissement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 22 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 13/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156875-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20210312 - 3M - Etude approfondie régie - VD01.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.